

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



Contre la loi des patrons !

Usine MetalTemple à Fumel

Afrique : Burkina Faso, André Brink

En lutte : MetalTemple, Ford, salaires...



Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse a changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-7

- MetalTemple, Fumel. Il faut sauver l'usine !
- Transports Mory-Ducros, nouvelles attaques
- Hollande et Dassault alimentent le terrorisme de l'Etat égyptien
- Ford : le ras-le-bol s'exprime !
- Salaires : « tout est à nous... »
- Handicapés en colère
- Mobilisation pour Victor

Politique locale p.8-9

- Contre la Métropole...
- RESF33 : audience en préfecture
- Soirée réussie pour Kobané
- Un problème... béton !
- Un toit c'est un droit, un logement c'est maintenant !

Education p.10-11

- Déréglementation à l'école, ça continue !
- AED jetés : acharnement payant
- Galère de précaires
- Morale à l'école, « Démasquons les ! »

NPA p. 12

- Le NPA en congrès
- Contre l'union nationale

Ecologie p.13

- Victoire de l'Observatoire du nucléaire sur Areva, Tribune.
- Manif anti-nucléaire, Tchernobyl

Internationalisme p.14

- A propos du Burkina Faso, interview de D.Ouedaogo

A Lire, à voir p. 15-16

- André Brink
- *Bébé tigre*, film de Cyprien Vial
- *A most violent year*, film de JC Chandor

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Contre la loi des patrons !

« Il faudrait faire 5 ou 10 lois Macron si on veut vraiment repartir de l'avant » a déclaré Gattaz, président du Medef... Les patrons sont vraiment ingrats, ils en veulent toujours plus.

Cette loi est une nouvelle étape de la guerre que mènent gouvernement et MEDEF contre les travailleurs. Elle généralise le travail du dimanche jusqu'à douze par an et sans limite pour les salariés des « zones touristiques internationales », sans obligation de contrepartie salariale pour les patrons.

Elle fait reculer la défense des salariés en affaiblissant les prud'hommes, en diminuant les droits des inspecteurs du travail, en limitant les sanctions des patrons qui ne respectent pas ce qui reste du code du travail.

Elle facilite les licenciements collectifs, en décrétant que les plans de licenciements seront financés par les moyens de l'entreprise directement concernée, et pas par ceux d'un groupe si elle en fait partie. Un cadeau de plus pour les holdings et les multinationales.

Les faux semblants démocratiques volent en éclat

Valls et Hollande ont fait le choix du passage en force avec le 49-3... que Hollande qualifiait de « brutalité, un déni de démocratie » quand il était député d'opposition.

Valls a multiplié les actes autoritaires pour asseoir son pouvoir. Les « frondeurs » ne se sont démarqués que sur des points secondaires, alors qu'ils étaient prêts à tous les compromis. La droite était d'accord avec la loi, mais voulait voter contre pour exister. Et six députés du PCF ont fait le choix étrange de voter la motion de censure de l'UMP... qui demande davantage de « réforme de la protection sociale, de réforme du code du travail », pour « libérer le travail, l'investissement et l'activité » !

Ces quelques jours auront montré le véritable visage de cette République, alors qu'Hollande nous rebat les oreilles avec la

défense des valeurs républicaines, la liberté d'expression, la démocratie, depuis les attentats des 7, 8, 9 janvier... « L'union nationale » pour sauver la république, c'est l'union pour les sales coups.

Pour faire passer les attaques antisociales, Valls prend des postures martiales, appelle à mener « une guerre contre l'islamo-fascisme, à l'extérieur mais aussi à l'intérieur », filant le train à la droite extrême et à l'extrême droite.

A l'intérieur, c'est la logique sécuritaire, la morale républicaine à l'école, la répression...

A l'extérieur, c'est la poursuite des interventions militaires en Afrique et en Irak. C'est la vente des Rafales de Dassault au régime égyptien, un soutien ouvert à cette dictature qui écrase les mouvements sociaux et les grèves, mais qui veut bien être le relai des intérêts impérialistes dans la région. C'est également la poursuite, au sein de la Troïka, de la politique de pillage du peuple grec, étranglé par une dette dont il n'est en rien responsable.

La seule censure, notre mobilisation

Face à ces politiques antisociales et autoritaires, l'urgence est de préparer une riposte collective. La dernière fois que le 49-3 avait été utilisé, en 2006, des centaines de milliers de jeunes et de salariés avaient fait plier, dans la rue, le gouvernement Villepin, qui prétendait imposer le CPE, contrat de travail au rabais pour la jeunesse. La situation est bien différente, mais...

La CGT, FO, Solidaires, appellent à une journée de grève le 9 avril. Quelles que soient ses limites et le peu de perspectives des directions syndicales, cette journée est l'occasion de rassembler tous ceux qui veulent rendre les coups et préparer la suite...



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

MetalTemple - Fumel (47)

Il faut sauver l'usine MetalTemple !

Les salariés de cette fonderie sont en colère. Depuis des mois, ils sont baladés par leur patron et les pouvoirs publics. L'usine est en redressement judiciaire depuis novembre 2013. Au fil des mois et des séances au tribunal, risquant à tout moment la liquidation, obtenant des délais supplémentaires, les salariés étaient partagés entre espoir et attente.

Priorité a été donnée au « jeu » bizarre de ce qu'on appelle le « dialogue social ». Mais au final, les manœuvres aboutissent à une catastrophe plus que prévisible : seulement 29 sur 136 salariés seraient « sauvés » grâce à une pseudo reprise si peu crédible. Les autres seraient tout simplement licenciés.

Voilà la manœuvre classique qui veut faire croire qu'un bout de l'usine aurait été sauvé soi-disant grâce aux diverses tables rondes. Mais il est probable qu'au bout du compte c'est la totalité qui est menacée de disparition. En attendant, la division est là entre celles et ceux qui pourraient rester et les autres qui seraient licenciés.

Alors, comme un genre de baroud d'honneur, comme un cri de révolte contre l'injustice, les salariés se sont mis en colère et occupent leur usine, ils menacent même de faire exploser une vieille grosse machine depuis le 20 février. Certes, ils exigent des indemnités de licenciements importantes, à la hauteur du risque de sombrer dans un chômage de longue durée dans une région qui est sinistrée par la désindustrialisation. Cela n'empêche que la bataille contre une fermeture inacceptable et pour la défense des emplois doit rester d'actualité.

Ce qui est grave c'est l'absence de perspective de lutte collective. Le gouvernement, les pouvoirs publics, les élus locaux, en ont une grande part de responsabilité en couvrant les stratégies patronales destructrices. Les directions syndicales nationales et régionales en ont aussi leur part de responsabilité en restant inactives.

Alors quoi faire pour changer la donne ? Car il s'agit bien de refuser jusqu'au bout la fermeture de cette usine « survivante ». Un symbole de résistance après des décennies de luttes avec notamment une expérience de coopérative ouvrière. Il faut trouver des solutions pour retrouver l'espoir, pour que les salariés et la population se battent ensemble. Ce à quoi travaillent les militants NPA de la région.

Laurent et Philippe



Transports Ducros : nouvelles attaques

En novembre 2013, Mory Ducros, n° 2 de la Messagerie, en redressement judiciaire, est reprise par son principal actionnaire Arcole Industrie. Elle devient MoryGlobal, ferme 35 agences sur 85, avec 2880 licenciements sur 5000 salariés, des dizaines de millions de dettes effacées par le plan de reprise et le chantage aux travailleurs d'arrêter de manifester leur colère et de s'abstenir de tout mouvement ! Il y aura aussi un beau cadeau du gouvernement (Montebourg) d'un « prêt » de 17,5 millions sur lequel la Commission Européenne a ouvert une enquête en septembre 2014 (d'après les syndicats, seuls 10 millions ont été investis dans l'entreprise).

Arcole Industrie (qui est un groupe spécialisé dans la reprise et le redressement d'entreprises !) remet ça en déclarant MoryGlobal en cessation de paiement (faillite). Le Tribunal de Bobigny a replacé l'entreprise en redressement judiciaire le 10 février avec une période d'observation de 6 mois.

« On s'y attendait mais on ne pensait pas que ce serait aussi rapide » ont expliqué des salariés de l'Agence de Canéjan où ils sont encore 45 sur les 103 de 2013. Dans la région Aquitaine, ils sont quelques dizaines de salariés (Charente, Landes, Pyrénées-Atlantiques...) bien isolés, dans un secteur très dur comme on a pu le vérifier lors du mouvement des routiers sur les salaires il y a quelques semaines.

On sait que sur les 2800 licenciés de 2014 seulement 400 ont retrouvé du travail (et encore à quelles conditions). Cette entreprise, comme on pourrait en citer beaucoup d'autres, va de reprises en plans de licenciements depuis 2001. On connaît aussi souvent l'issue au bout du bout. Il faudra bien arriver à converger tous ensemble contre nos ennemis communs pour mettre fin à ces catastrophes économiques et humaines seulement justifiées par l'appétit de profits des actionnaires !

Jacques Raimbault

Nos vies, pas leurs profits

Hollande et Dassault alimentent le terrorisme de l'Etat égyptien

C'est donc François Hollande qui pourra se vanter d'avoir obtenu le premier contrat export pour le compte de l'avionneur Dassault et de son Rafale, vendu on ne sait plus combien de fois... mais jamais acheté à ce jour.

Cette fois, c'est fait. Et tout le monde est sommé de se félici-



ter de cette preuve de l'excellence française dans la high tech militaire, d'un possible équilibre de la balance commerciale et, qui sait, d'une future reprise économique ?

Le journal *Le Monde* qui avait émis des doutes sur le sens d'un tel contrat avec le régime dictatorial d'Al Sissi a tout simplement été écarté de la cérémonie de signature officielle du contrat entre l'Égypte et la France.

« *Tous Charlie* » devient donc « *tous au garde à vous !* »

Avant de mourir fusillée par la police en pleine rue du Caire le 25 janvier 2015, Shaima Al Sabbagh, militante socialiste de 32 ans, a dit à son ami ces derniers mots : « *Pain, justice et liberté !* »

Quatre années de révolution arabe ne disparaîtront pas même avec l'aide de tous les marchands d'armes de la planète, nous dénonçons ce soutien abject à un régime abject !

« *Pain, Justice et Liberté !* »

Correspondant

Ford - Blanquefort

Le ras-le-bol contre les attaques de la direction s'exprime !

Cela fait plus de trois années que le chômage, alterné avec des périodes de travail, a été le quotidien pour beaucoup d'entre nous. Et il a pesé lourdement sur nos conditions de vies et nos salaires.

L'année 2015 devrait être une année sans chômage ! Mais en fait depuis la rentrée les attaques contre nos conditions de travail n'ont pas cessé, la direction veut gagner en productivité au détriment de notre santé et de notre vie sociale. Pour cela, elle ne manque pas d'imagination : comme d'après elle, il n'y a pas de travail pour tout le monde, elle cherche des « volontaires » pour aller travailler ailleurs, c'est-à-dire à GFT, l'usine sœur qu'elle a vendue à un sous-traitant de l'automobile, GETRAG. Elle veut imposer des mutations internes d'un atelier à un autre et l'aggravation des cadences, dans de nombreux secteurs. Parfois, comme au double

embrayage, elle impose des heures supplémentaires et le travail du samedi, alors qu'il manque du monde dans les équipes. C'est ce qui a amené des syndicats à appeler à la grève chaque samedi. La dernière trouvaille que veut imposer la direction, qui n'a pas assez de volontaires à son goût pour partir à GFT, c'est d'imposer des TIG (travail d'intérêt général) dans l'usine. Les salariés qui seraient selon elle en surnombre, se verraient mis en journée, histoire de spolier les récalcitrants de diverses primes, cela représente une perte d'environ 16 % du salaire. Cela ne passe pas.

La CGT et les autres organisations syndicales ont décidé d'appeler en commun à un débrayage le mardi 17 février pour dénoncer toutes ces attaques, en proposant une plateforme revendicative à amener à la direction.

Cette plateforme demande, entre autres, l'arrêt des heures supplémentaires im-

posées et du travail du samedi, mais dénonce aussi les sanctions pécuniaires contre les salariés. Mais la question de fond posée dans cette plateforme, c'est l'avenir de l'usine. Contrairement à ce que voudrait faire croire la direction, ce n'est pas la réduction des coûts et le chantage qui va avec mais bien l'arrivée d'une activité suffisante qui préservera nos emplois.

Nous étions environ 250 à participer à ce débrayage sur deux équipes matin et après-midi. Cela faisait plutôt plaisir à voir, et nous tenions à marquer le coup, ne pas laisser passer. La direction a reçu une délégation de salariés et de délégués syndicaux. A leur sortie, nous avons appris qu'elle ne renonçait pas à ces attaques, et les organisations syndicales devaient se voir le mercredi 18 pour discuter des suites à donner.

Correspondants

Nos vies, pas leurs profits

Salaires : « *Tout est à nous... tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé !* »

Chauffeurs routiers, Michelin, Aéroports de Paris, entreprises de l'Automobile, du Commerce..., depuis plusieurs mois, les grèves et les débrayages se multiplient dans les entreprises posant publiquement la question des salaires. Les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO, au cours desquelles patrons et syndicats « négocient » entre autres sur les salaires) sont en ce moment l'occasion pour les travailleurs de faire entendre leurs exigences.

Leroy-Sommer, CDiscount, APF, Lindt...

Sur la région, après CDiscount à Cestas ou Leroy Sommer à Angoulême en janvier (cf Anticapitalistes ! n°52 sur ces

A l'heure où nous écrivons (12^{ème} jour de grève), la production est à l'arrêt et la direction, qui a refusé de communiquer pendant une semaine, a bien été obligée de sortir de son silence face à l'un des mouvements les plus importants de l'histoire de l'usine, entraînant pour la première fois la maîtrise.

Alors que le chiffre d'affaire du groupe chocolatier suisse a bondi de plus de 17 % en un an et les bénéfices de 14,3 %, atteignant 46 millions d'euros (ils ont doublé depuis 2006), la direction n'entend accorder qu'1,4 % d'augmentation des salaires soit... moins de 28 euros brut ! Une provocation pour les grévistes, dont de nombreux jeunes et des femmes. Et ce n'est pas la prime

A Oloron comme dans toutes les entreprises, les discours et les chantages patronaux passent mal après des années d'austérité, d'explosion de la précarité et de salaires misérables, souvent gelés (à l'instar de ceux de la fonction publique bloqués depuis près de cinq ans) ! D'autant plus que crise ou pas, l'argent coule à flot et les bénéfices tombent.

En 2014, les entreprises du CAC 40 ont versé à leurs actionnaires, sous forme de dividendes et de rachats d'actions, 56 milliards d'euros (le plus haut chiffre depuis 2007), soit une augmentation de... 30 % !

Vers un mouvement d'ensemble...

La succession des luttes pour les salaires, pour certaines longues et dures, témoigne de la révolte d'une large fraction du monde du travail et d'un moral pour une part retrouvé, de la volonté de rendre les coups, d'exiger notre dû. Ces mouvements sont encore aujourd'hui éclatés, et faire le lien entre eux est d'autant plus difficile que les négociations se font boîte par boîte, de façon décalée dans le temps d'une entreprise à une autre. Mais le simple fait que ces luttes existent et se multiplient témoigne d'un changement dans l'air du temps...

La journée de grève que viennent d'annoncer CGT, FO et Solidaires pour le 9 avril peut permettre que cette volonté de rendre les coups et d'exiger notre dû se fasse entendre à une toute autre échelle, salariés du public et du privé, ensemble !

Isabelle Ufferte



Grève à Lindt Oloron

deux mouvements), ce sont les salariés du service informatique de l'Association des paralysés de France (APF) à Pessac qui ont fait près d'une semaine de grève pour exiger que leurs salaires soient réévalués. Depuis le 12 février, c'est la chocolaterie Lindt d'Oloron (64), qui emploie 1200 salariés dont 600 saisonniers, qui est bloquée par la grève.

promise de 150 euros qui peut calmer la colère : les grévistes exigent une véritable augmentation du salaire de base pour tous !

Pour vos achats de livres, une seule adresse :  **la-breche.com**

Handicapé(e)s en colère !

Le 11 février 2005 était votée la loi Handicap « pour l'égalité des droits et des chances » qui devait, entre autres, permettre (enfin !) l'accessibilité des lieux publics et privés au 1^{er} janvier 2015. Le délai de 10 ans était déjà long mais non seulement ce droit élémentaire est loin d'être réalisé « seulement à 30 % environ » selon un représentant de l'Association des Paralysés de France Gironde, mais en plus le gouvernement a accordé en septembre 2014 des délais supplémentaires de 3 à 9 ans !

Et, pour bien montrer le manque de volonté à améliorer la vie des handicapé(e)s, le 27 février sera créé par ordonnance l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) qui permettra de repousser jusqu'à dix ans les travaux de mise en conformité.

Il y avait donc de la colère ce 11 février, journée nationale de mobilisation des handicapé(e)s et de leurs associations comme ici à Bordeaux avec l'APF, le GIHP (Groupement pour l'insertion des personnes handicapées physiques)...

« Après la loi de 1975 restée lettre morte et celle de 2005 dont on recule encore l'application, cela fait 40 ans que nous attendons » expliquent les associations. Cette journée était aussi l'occasion de rappeler que pour les 9,6 millions de

handicapé(e)s les inégalités, l'empêchement à pouvoir prendre toute leur place dans la société outre l'accessibilité ce sont aussi les problèmes du droit à l'éducation, au logement, à la santé, au travail, au revenu permettant de vivre.

Des problèmes communs, que l'on soit handicapé(e)s ou pas, pour lesquels nous devons imposer les changements nécessaires par nos mobilisations et là il y a vraiment urgence !

J.R.



Mobilisation pour Victor !

Nous étions plusieurs centaines (CIP, CGT, SUD, PC, NPG, NPA, Zadistes, Conf paysanne, Faucheurs, Citoyens...) de la grande région dont une dizaine de Bordeaux installés dans la salle des fêtes de Rodez venus à l'appel du « Comité de soutien aux inculpés du dialogue social » (CSIDS) pour soutenir Victor, 22 ans, musicien technicien intermittent du spectacle qui passait au tribunal ce 17 février accusé de violences contre deux CRS suite à une manifestation le 30 mai lors de l'inauguration du musée Soulages.

Il s'agissait alors pour la centaine de militant(e)s pacifistes d'aller à la rencontre de Hollande et Filipetti pour engager un « dialogue social » en lien à la lutte en cours des intermittents et précaires contre la nouvelle convention Unedic.

Les images (voir : csids.blogspot.com) parlent d'elles mêmes sur les moyens impressionnants des forces de l'ordre, sur la violence de l'arrestation de Victor, sur le décalage entre son gabarit et celui des CRS tout équipés anti-émeute !

Victor a encore nié les faits au Tribunal avec plusieurs témoins pour confirmer. Les CRS étaient absents et leur avocate a

produit un certificat médical pour une de ces « victimes » de Victor indiquant une... conjonctivite ! L'avocat de Victor a bien entendu demandé la relaxe contre les accusations infondées expliquant que « ce n'est pas un coup qui provoque une conjonctivite mais le gaz lacrymogène ». Un CRS victime de ses gaz donc !

Le procureur a requis 600 euros d'amende dont 300 avec sursis et l'avocate des CRS a demandé 500 euros pour chacun en dommage et intérêt. Le délibéré sera rendu le 17 mars.

Toute cette journée à Rodez, résultat d'un formidable boulot militant, aura été très riche : manif, débats, spectacles et bonne bouffe aussi !

Une journée de lutte, de solidarité, d'échanges qui a fait du bien à tout le monde, notamment l'équipe de la CIP Gironde bien présente. Pour le NPA, nous étions une vingtaine de plusieurs départements dont Philippe Poutou, seul représentant politique national.

J.R.

Contre la Métropole, la réforme territoriale et plus d'austérité

Toutes les communes membres ont à se prononcer actuellement sur les modalités de mise en place de Bordeaux Métropole (BM) en remplacement de la CUB, une des 13 Métropoles décidées par la loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAFPAM) de janvier 2014.

Conformément à cette loi, le passage officiel de la CUB à Bordeaux-Métropole s'est fait le 1^{er} janvier 2015. Il s'agit maintenant d'organiser le transfert de compétences des communes à la Métropole. Certains de ces transferts sont prévus par la loi et donc obligatoires, d'autres sont laissés à l'initiative des communes. Une commission composée des maires et de quelques hauts cadres de la CUB se charge de mettre tout cela en musique, les Conseils municipaux devant ensuite entériner les propositions. La procédure devrait durer environ un an.

C'est ainsi que le dernier Conseil municipal de Lormont a décidé de transférer son service de politique de la ville, personnel compris, à BM. Il sera déplacé dans un immeuble pour lequel il faudra que la ville paie un loyer supplémentaire pour le mutualiser avec celui de BM.

Derrière les beaux discours sur une meilleure organisation, l'objectif réel ce sont « les économies d'échelle », la multiplication d'économies drastiques sur les services publics sociaux et territoriaux. Sous prétexte de réduire le « mille-feuille » administratif, de mutualiser des tâches, les Métropoles concentreront de plus en plus de domaines sans aucun contrôle démocratique.

Ces grands pôles économiques seront bien sûr en concurrence au niveau national et international, dans une économie mondialisée. Ce ne sont donc pas les intérêts des habitants qui guideront leurs choix. Et comme l'a dit un responsable de BM, si des postes ne seront pas supprimés dans l'immédiat, il y aura moins de moyens dans le temps.

Dans toutes les entreprises publiques et privées, les patrons veulent plus et mieux avec moins. Eh bien, non ! Il faut des moyens et des postes afin d'assurer de véritables services publics pour des besoins de plus en plus importants, et le contrôle des salariés et de leurs organisations sur eux.

Ce n'est pas par hasard que cette réforme s'est décidée sans les personnels concernés, le Comité Technique Paritaire de la commune où siègent les syndicats ne se réunissant qu'après le Conseil. J'ai donc voté contre cette réforme sur le dos des salariés et des populations. Pour la première fois depuis 14 ans, le PC a aussi voté contre cette décision de sa majorité.

M. Casanova, élue municipale NPA à Lormont

RESF33 : audience en préfecture

Mercredi 11 février 2015, après une demande d'audience du RESF33 (Réseau éducation sans frontière) en décembre dernier restée sans réponse et une relance en janvier, 12 membres de comités de soutien d'élèves sans papier de plusieurs établissements de la CUB ont enfin été reçus par le préfet.

L'objectif était de faire le point sur la situation extrêmement préoccupante de 10 familles venues d'Europe de l'Est menacées d'expulsion. En effet, plusieurs d'entre elles se sont retrouvées à la rue, expulsées des centres d'accueil de demandeurs d'asiles où elles étaient logées, après avoir été déboutées de leur demande d'asile. Visiblement, dans cette République dite « démocratique et sociale », la trêve hivernale ne s'applique pas pour les sans-papiers et les enseignants seraient censés accueillir dans leurs classes, sans rien dire, des enfants à la rue.

Nous avons insisté sur la nécessité pour ces familles de sortir de la précarité en obtenant des titres de séjour et en leur donnant accès à un hébergement. Pour le préfet, si les structures d'accueil sont engorgées, c'est avant tout parce que le droit d'asile est « détourné » de sa fonction initiale, les familles cherchant selon lui à obtenir ainsi plus facilement une entrée sur le territoire. C'est le postulat de départ des haut-fonctionnaires de cette machinerie bureaucratique pour justifier l'inacceptable : derrière les souffrances pourtant bien réelles et visibles de ces personnes, il y aurait forcément des tricheurs, n'ayant de cesse d'enfreindre les règles ! Comme si c'était les familles qui faisaient le choix de la clandestinité alors que c'est la législation en vigueur qui les prive du droit fondamental de séjourner en France.

Sur la demande du RESF33 et grâce à l'implication militante des comités, les représentants de la Préfecture se sont au moins engagés à réexaminer chacune des situations abordées, et à les communiquer par écrit. La lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers continue.

P. C.

Contact RESF : resf33@laposte.net

Soirée réussie pour Kobané

Le 23 janvier ont eu lieu à Lormont les « 5 heures pour Kobané », soirée organisée par le collectif girondin Urgence Kobané.

Deux invités ont introduit le débat. Yann Puech, un camarade du NPA de Toulouse qui est membre du collectif 31 pour Kobané, a raconté les contacts de la délégation dont il a fait partie, en mission à la frontière turquo-syrienne non loin de Kobané, et commenté le petit film tourné sur place, avec les villageois. Pascal Torre, fondateur de l'association France-kurdistan et auteur avec Sylvie Jan (présidente de l'association) de « *La réponse kurde* » est revenu sur l'histoire du peuple kurde et de la succession de

ses soulèvements contre l'Etat turc, tous réprimés dans le sang. Il a expliqué le combat de l'association pour que la lumière soit faite sur l'assassinat à Paris, le 10 janvier 2013 des 3 militantes kurdes Leyla Soylemez, Sakine Cansiz et Fidan Dogan, dont l'Etat turc apparaît aujourd'hui comme le commanditaire.

Un débat riche a suivi. Face à un Pascal Torre proche du Front de gauche et plaçant pour une solution politique dont on ne sait pas trop qui pourrait l'imposer, plusieurs intervenants du NPA, de Solidaires et une militante kurde de Partisans ont dénoncé le rôle de l'impérialisme, fauteur de guerre dans la région. Ils ont défendu que le meilleur soutien

que nous pouvons apporter au peuple kurde est la lutte, ici en France contre notre propre impérialisme et sa politique de pillage et d'oppression des peuples, responsable des guerres. Ce sont les peuples de la région eux-mêmes, kurde, irakien, syrien, palestinien... par leurs luttes, qui pourront mettre fin à la guerre et imposer les solutions sociales, économiques et démocratiques.

La soirée festive, avec spécialités kurdes, musique, chants et danses, a permis de nombreux échanges dans une ambiance très chaleureuse.

Correspondante

Un problème... béton !

Le Tribunal Administratif vient de décider que « *la Ville de Bordeaux n'aurait pas dû utiliser la procédure du Partenariat Public-Privé pour construire sa Cité municipale* » qui est entrée en service l'été dernier. Il demande même à la Ville de résilier avant le 15 octobre 2015 le contrat de partenariat qui l'unit à Urbicité, filiale de Bouygues.

Ces « PPP » permettent aux grosses entreprises capitalistes comme Bouygues dans ce cas ou Vinci, Eiffage, Fayat... de se voir confier par les collectivités la construction et l'exploitation d'un équipement public comme cette Cité municipale ou le Grand Stade de Bordeaux.

Ces grands groupes se retrouvent en situation de monopole pour ces grands travaux par rapport aux entreprises locales. Ensuite, les collectivités doivent payer un loyer sur des dizaines d'années parfois et là c'est très cher : de « *véritables bombes à retardement budgétaires* » ont dit la Cour des comptes, l'Inspection des Finances et un rapport du Sénat ! Pas moins !

Sur le long terme, cela double les charges à payer par rapport à un même investissement réalisé par une maîtrise d'ouvrage publique. Et l'argent venant bien de quelque part, c'est nous, la population, qui en subissons les frais comme d'habitude !

Pour l'heure, la Mairie fait appel et Bouygues pourrait réclamer des indemnités si le contrat est rompu. Mais il ne serait pas question de démolir le bâtiment tout de même !

En tout cas, voilà un beau grain de sable dans les rouages des bétonneurs financiers et de leurs amis commanditaires politiques. A suivre...

J.R.

Un toit c'est un droit, un logement c'est maintenant !

La Fondation Abbé Pierre vient de publier son dernier rapport sur le mal-logement dans l'hexagone. Le bilan est catastrophique : 10 millions de personnes sont en situation de fragilité et plus de 3,5 millions d'individus sont mal-logés.

Dans l'agglomération bordelaise, 4000 personnes sont sans domicile fixe (dont ceux qui sont hébergés de manière précaire par des proches ou dans une structure d'accueil). Parmi elles, 400 personnes survivent dans des parkings, des locaux poubelles, des transformateurs électriques, des locaux abandonnées, des terrains vagues, sous des bâches ou dans des cartons (chiffres du Samu social 33). Les services sociaux considèrent que 9000 logements sont potentiellement indignes et pourtant occupés. Au 1^{er} janvier 2012, il manquait plus de 5000 logements sociaux pour satisfaire aux objectifs des 20% de la loi SRU. Pourtant 60 % des ménages bordelais ont des revenus inférieurs aux plafonds HLM. 40 000 foyers attendent un logement social, le temps d'attente se rallonge toujours plus et se situe autour de 4 ans.

Cette situation est d'autant plus criante que depuis 1999 la CUB a connu une flambée des prix de l'ordre de 147% dans l'immobilier. Seule notre mobilisation pourrait faire bouger les choses, pour imposer un plan d'urgence du logement, à commencer par exiger du gouvernement qu'il respecte ses propres lois :

- la loi de 1945 sur la réquisition des logements vides. Plus de 3 millions de bâtiments pourraient servir tout de suite.
- la loi sur les taux de création de logements sociaux dans chaque commune, taux qu'il faut par ailleurs augmenter.
- imposer aussi une véritable limitation des loyers, contre la spéculation immobilière des grands groupes financiers qui gonflent les prix des loyers afin de se bourrer les poches.

Bixente

Déréglementations à l'école : ça continue !

Au moment où Hollande et la ministre Valaud-Belkacem voudraient que l'école sauve la république, ils n'ont cessé de l'attaquer, créant les bases mêmes de la révolte d'une partie de la jeunesse contre cette république qui aggrave les inégalités, stigmatise et exclut. Mérite, individualisme, concurrence sont au cœur des réformes de l'école qui s'imposent à marche forcée.

A la rentrée 2015, le décret régissant les nouveaux services des enseignants du second degré entrera en vigueur. Il s'inscrit pleinement dans l'air du temps : caporalisation des personnels, renforcement des pouvoirs des chefs d'établissement, atteinte à la liberté pédagogique, augmentation de la charge de travail pour les enseignants... Malgré le vote contre du SNES-FSU, de FO, de la CGT et du SNALC au Comité Technique Ministériel du 11 février 2015, le texte a été adopté, grâce à l'abstention de l'UNSA et du SGEN-CFDT, fers de lance des contre-réformes libérales dans l'éducation.

La déréglementation s'accroît aussi dans les écoles jusqu'à la plus épargnée. Nous apprenons à Lormont que dans le soi-disant fleuron de l'éducation prioritaire que sont les

REP+ (réseau d'éducation prioritaire renforcé), vitrines du nouveau management de l'école, les nouveaux enseignants arrivant sur le secteur à la rentrée prochaine seront recrutés sur des « postes à profil », c'est-à-dire « choisis » par les inspecteurs de circonscription, autrement dit, à la tête du client ! Il en sera de même des directeurs-trices d'écoles de 11 classes supplémentaires (105 en Gironde) et des enseignants « supplémentaires » (35). Fini le recrutement équitable au barème (basé principalement sur l'ancienneté) : les inspecteurs-trices de circonscription recruteront des enseignants jugés « compétents » pour ces postes ordinaires. Outre le mépris affiché pour les enseignant-es en poste, - qui ne seraient donc pas compétents ?- c'est l'affirmation du choix par la hiérarchie de personnels corvéables à sa merci.

Face à l'impasse du dialogue social, nous ne pourrions résister au diktat libéral de la hiérarchie que par un rapport de force imposé dans la rue pour exiger le retrait de la circulaire sur le statut des enseignants et de toutes les mesures de dérégulation et d'austérité !

Patrick Chaudon et Christine Héraud

AED jetés : Acharnement payant

Cette fois-ci le mépris de l'administration s'est vu opposer une limite par le Tribunal Administratif. En juin 2013, suite à une circulaire du ministre Peillon, deux assistantes d'éducation (contrat AED) exerçant dans une école élémentaire de Bordeaux depuis trois et quatre ans n'ont pas eu de renouvellement de contrat, comme elles étaient en droit d'at-

tendre pour atteindre les six ans maximum autorisés pour ces contrats précaires des non-titulaires de l'Education nationale. La circulaire ministérielle a tout simplement supprimé ces contrats de droit public pour les remplacer par des CUI de 6 mois.

Les deux assistantes se sont battues, ont reçu le soutien des parents, des enseignants, ont été reçues par le directeur académique des services (DASEN), rien n'y a fait, elles ont été mises au chômage à la rentrée 2013. L'été était passé et jamais un courrier officiel n'est arrivé dans leur boîte aux lettres. Serait-il possible que l'administration n'ait plus besoin d'elles mais ne daigne pas leur envoyer un recommandé pour les en informer ?

Alors, avec la Cgtéduc'action33, elles ont engagé un recours au Tribunal Administratif qui vient de leur donner raison et de leur octroyer à chacune une indemnité de préjudice de 1500 € ! À présent, cette décision fera jurisprudence et certains collèges employeurs se montreront peut-être moins méprisants à l'avenir. Certes voici une petite victoire mais elle demeure un encouragement à continuer la bataille pour le respect de nos droits, face à des employeurs qui trop souvent se comportent avec le plus grand mépris vis-à-vis des précaires.

Martine



Galère de précaires

Dans le cadre des politiques d'austérité, l'Education Nationale se doit d'être exemplaire. En ces temps de disette, la formation est donc devenue un luxe rare pour ses agents.

Début février, des A.V.S. (personnel ultra-précaire accompagnant des élèves porteurs de handicap en milieu scolaire ordinaire) furent conviés dans un collège de la CUB pour profiter d'une intervention portant sur « *Handicap, quels dispositifs spécialisés ?* ».

Tonnerre de Brest, enfin nous avons droit à une formation intéressante !!!

Que nenni mon ami, quelle ne fut pas notre surprise quand nous avons appris que cette alléchante annonce n'avait pour but que de nous donner la signification de 47 sigles en lien avec le handicap couramment utilisés dans notre ministère adoré.

Trois longues et horribles heures de dégoût et d'ennui...

Ces trois longues et horribles heures nous furent gracieusement synthétisées dans une feuille recto-verso mais seulement donnée en fin de parcours. Pourquoi n'avons-nous pas obtenu ce précieux sésame plus tôt me diriez-vous ? Notre animatrice nous renseigna généreusement avant de s'éclipser : « *si je vous avais donné ce document dès le départ, vous ne m'auriez pas écoutée sagement* ».

Plaisir d'offrir, joie de recevoir, les A.V.S. s'en souviendront longtemps de cette formation BIDON ! Vivement qu'une autre école soit possible !!!

Bixente



LE RETOUR DE LA MORALE À L'ÉCOLE



A chaque étape, les idées dominantes sont celles de la classe dominante - Karl Marx

Démasquons les !

« Nous avons tous entendu des phrases telles que : « *Je soutiens Charlie, mais...* », ou encore : « *C'est deux poids deux mesures : pourquoi défendre la liberté d'expression ici, mais pas là ?* ». Ces questions nous sont insupportables, surtout lorsqu'on les entend à l'école » a déclaré la ministre de l'éducation Najat Vallaud-Belkacem devant les députés le 14 janvier 2015.

Son intervention a donné le coup d'envoi à la grande « *mobilisation de l'école pour les valeurs de la République* ». Toute la hiérarchie est désormais sur le pied de guerre pour « *rétablir l'autorité des maîtres et les rites républicains* », comme indiqué sur le site de l'éducation nationale.

Lieu stratégique où est assurée la reproduction des inégalités sociales et des conditions de l'exploitation capitaliste, l'école républicaine est sommée, après les attentats des 7, 8 et 9 janvier, d'assumer aussi pleinement que possible la fonction idéologique pour laquelle la bourgeoisie l'a créée à la fin du XIXe siècle. Mettre au pas la jeunesse, c'était déjà la grande préoccupation de Jules Ferry, quand il écrivait en 1883 aux instituteurs que « *l'instruction morale appartient à l'école* » : enjeu central quand il fallut, quelques décennies plus tard, mobiliser des millions de jeunes soi-disant prêts à mourir pour la patrie.

Vallaud-Belkacem oublie cependant un détail : cette école que la classe dominante a toujours voulu transformer en appareil de dressage pour les enfants des classes populaires, est tout de même aussi chargée de transmettre des connaissances... qui sont toujours le produit d'un questionnement. Qu'est-ce qui est alors le plus insupportable pour la ministre ? Les questions que posent certains élèves ou bien la crainte que l'école soit un lieu de réflexion critique, de mise en question de certaines valeurs supposées universelles pour aider au maintien de l'ordre, de défiance à l'égard d'une morale tombée du ciel, indiscutable et autoritaire ? Il est vrai que le questionnement critique risquerait d'encourager la contestation de l'ordre établi... et pourquoi pas l'émancipation sociale des élèves ?

Patrick Chaudon et Christine Héraud

Le NPA en congrès

Notre 3^{ème} congrès s'est déroulé du vendredi 30 janvier au dimanche 1^{er} février. Durant trois jours, les 193 délégués (dont une dizaine pour la Gironde) représentant plus de 1 400 votantEs ont discuté, débattu... et voté. Plusieurs motions concernant nos interventions, par exemple pour une campagne sur le climat, sur notre intervention féministe ou sur la lutte contre l'extrême droite, ont été adoptées, ainsi qu'une motion de campagne contre l'union nationale. Une motion spécifique sur les échéances électorales de 2015 et 2017 a aussi été adoptée. Ce congrès a aussi ouvert le chantier d'une élaboration sur notre stratégie. Enfin il a élu notre direction – paritaire – composée de 95 camarades (accompagnéEs de 95 suppléantEs), dont une majorité vient des régions (4 pour la Gironde : Laurent Delage, Isabelle Larroquet, Philippe Poutou, Isabelle Ufferte).

Vous pouvez retrouver une partie des textes, ainsi que les bilans faits par les différentes plateformes, sur notre site : <http://www.npa2009.org/tag/3e-congres-du-npa>



Contre le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, les politiques sécuritaires et antisociales...

A bas l'union nationale !

Le congrès se tenait trois semaines après les attentats des 7, 8, 9 janvier à Paris. Très largement, nous avons décidé de mener une campagne contre « l'union nationale » de Hollande et Valls qui ont engagé une vaste opération de récupération après les attentats. En voulant nous aligner derrière leur drapeau de la « lutte contre le terrorisme », en exaltant la « patrie », trouvant l'oreille de certaines organisations du mouvement social, ils prétendent faire taire toute contestation et légitimer leur politique antisociale.

C'est pourtant bien cette politique, comme les interventions impérialistes en Afrique et au Moyen Orient, qui ont engendré la décomposition sociale et politique qui s'est manifestée à nouveau avec l'attentat de Copenhague, le saccage antisémite d'un cimetière juif en Alsace, la multiplication des agressions contre des mosquées ou des commerces arabes.

Le gouvernement fait le job pour le Medef, avec des lois anti ouvrières comme la loi Macron. Et en multipliant les appels à la patrie, il veut nous diviser. Il stigmatise régulièrement les populations d'origines immigrées, les Roms, les Arabes et musulmans, sommés de se désolidariser des attentats et de prouver leur appartenance à la « communauté

nationale ». Il relance les discours sur le prétendu « problème de l'immigration », allant sur le terrain du FN et de l'UMP. Il engage une campagne sécuritaire et autoritaire pour faire taire la contestation dans la jeunesse. Et il profite de ce climat pour faire voter à la quasi unanimité la poursuite de l'intervention militaire en Iraq, avec l'abstention timide de quelques élus du Front de Gauche.

Face à cette politique, le NPA appelle chacun à prendre sa place dans les résistances contre le poison du patriotisme et du nationalisme, contre le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme qui rongent une partie de notre camp social. Nous défendons l'unité de notre classe, quelles que soient les origines ou les convictions religieuses, sur la base d'un programme de lutte, pour les droits sociaux et démocratiques du monde du travail.

C'est pour discuter de toutes ces questions que le NPA 33 vous invite à participer à la réunion publique du 6 mars à Bordeaux.

F. M.

Le texte de la motion : <http://www.npa2009.org/agir/contre-lunion-nationale>

**CONTRE
LE RACISME,
L'ISLAMOPHOBIE,
L'ANTISÉMITISME,
LES POLITIQUES
SÉCURITAIRES
ET ANTISOCIALES...**



**A BAS
L'UNION
NATIONALE**



**réunion publique
avec**

Philippe Poutou

**6 MARS - 20h
BORDEAUX**

Salle de la Maison Cantonale
Rue de Nuits - Bordeaux Bastide
Tram A - Jardin Botanique

Victoire de l'Observatoire du nucléaire sur Areva : le colonialisme nucléaire mis en cause

Le 21 janvier 2015, la Cour d'appel de Paris a débouté la multinationale de l'atome Areva, laquelle avait attaqué en justice la petite association Observatoire du nucléaire, basée en Gironde. Il s'agit d'une importante victoire pour la liberté d'expression et le droit de critiquer les actes des multinationales, mais c'est aussi une mise en cause cinglante des méthodes utilisées par la France nucléaire pour s'accaparer à un tarif dérisoire l'uranium du Niger et alimenter ainsi à bon compte les réacteurs nucléaires d'EDF.

Revenons au début de l'affaire : fin 2012, l'Observatoire du nucléaire critique par communiqué un curieux versement ajouté à la dernière minute au budget national du Niger en discussion à l'Assemblée nationale de ce pays... supposé être indépendant depuis 1960 après avoir été colonisé par la France.

Ce versement, baptisé « le don d'Areva » par le ministre des finances du Niger, Gilles Baillet, est une somme de 35 millions d'euros en grande partie affectée directement à l'achat d'un nouvel avion pour le Président du Niger, M. Issoufou,

dont une des caractéristiques est d'avoir été précédemment directeur d'une filiale d'Areva.

Or, ce versement est effectué au moment même où le Niger tente de renégocier le tarif auquel Areva s'offre l'uranium extrait dans le désert au nord du pays, près de la ville d'Arlit. Pour l'Observatoire du nucléaire, il s'agit là d'« une manœuvre relevant de la corruption, peut-être juridiquement, assurément moralement ». En clair : que le versement soit légal ou pas (il est contesté par l'opposition parlementaire nigérienne), il a dans tous les cas pour objet de dissuader M. Issoufou d'exiger une réelle augmentation du prix de l'uranium.

Areva attaque immédiatement l'Observatoire pour une prétendue « diffamation », et il faudra plus de deux ans de combat à la petite association, condamnée en première instance en avril 2014 bien qu'ayant produit contre Areva des preuves accablantes, pour sortir victorieuse... et éviter au passage sa disparition : la multinationale réclamait des pénalités s'élevant à plus de 30 000 euros !

Le goût de la victoire est cependant mitigé car, entre temps, le Président Issoufou a une nouvelle fois accordé à Areva un tarif très faible pour l'uranium et, comme par hasard, le Président nigérien a enfin obtenu son nouvel avion. Officiellement, « Areva n'a pas participé à cet achat ». Officiellement aussi, mais de façon certaine, le Niger reste le pays le plus pauvre du monde et sa population n'a aucunement bénéficié de 50 ans d'exploitation de l'uranium par la France nucléaire...

Stéphane Lhomme



Manifestation Anti nucléaire Venez !

Il y a 4 ans, le 11 mars 2011, commençait la catastrophe nucléaire de Fukushima. Les populations n'ont pas fini d'en payer les conséquences terribles.

Ici, la Centrale du Blayais vieillissante et déjà inondée en 1999, n'est pas à l'abri elle-aussi d'une catastrophe. L'association Tchernoblaye invite les citoyens à manifester à Blaye la Samedi 7 Mars 2015 (départ 10 h Allées Marines (près du Bac).

<http://tchernoblaye.free.fr>



Internationalisme

À propos du Burkina Faso

Le 5 février, le Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples appelait à un rassemblement à l'Université de Bordeaux pour dénoncer la venue de Luc Adolphe Tiao, ex 1^{er} ministre de Compaoré, le dictateur du Burkina Faso renversé fin octobre. Dans le cadre des bonnes relations de la Francophonie, celui-ci venait soutenir une thèse sur la « Régulation des Medias d'Afrique Francophone »... un comble pour ce ministre d'un régime aussi corrompu ! L'occasion de faire le point sur la situation au Burkina Faso, après le soulèvement populaire qui a mis fin à 27 ans de pouvoir de Compaoré.

Interview de Dragoss Ouedraogo, président du Comité Régional Aquitaine du MBDHP

Peux-tu nous parler de ce Luc Adolphe Tiao ?

Dragoss : Tiao a été ambassadeur du Burkina à Paris, poste stratégique vis-à-vis de l'impérialisme français. En 2011, il est nommé 1^{er} ministre suite à une série de mouvements sociaux et de mutineries dans l'armée. Il défendra pleinement ce régime de répression et de corruption du clan Compaoré, jusqu'à signer l'ordre d'usage des armes par l'armée contre des manifestants aux mains nues en octobre. Bilan : 33 morts et des centaines de blessés.

Quand nous avons appris que cet individu venait passer une thèse à l'université de Bordeaux, nous avons voulu réagir, faire connaître ses crimes, interpeler l'université au point qu'après avoir changé de date et même de salle, la direction de la faculté a décidé de maintenir cette thèse à huis clos, sous la protection des vigiles.

Quelle est la situation au Burkina avec ce « gouvernement de transition » ?

Dragoss : Suite à l'insurrection, différentes fractions de l'armée ont tenté un coup d'Etat qui n'a pas tenu, face à la mobilisation populaire. Au final, un « gouvernement de transition » s'est mis en place, par les bons offices de l'ambassadeur français qui n'a pas cessé de faire la navette entre les politiciens bourgeois et les différentes factions militaires. L'armée y tient encore une bonne place, puisque le 1^{er} ministre, le colonel Zida, était le n° 2 du régiment de sécurité présidentielle de Compaoré.

Ce bricolage institutionnel est une tentative de stopper le mouvement populaire. Mais les gens ne sont pas descendus dans la rue pour des questions institutionnelles. Ils veulent un véritable changement : en finir avec la misère mais aussi le droit au travail, les libertés, la justice face aux crimes commis par ce régime.

Peux-tu nous parler de la situation sociale au Burkina ?

Dragoss : Actuellement, il y a des luttes un peu partout face à une situation de grande pauvreté, de manque de soins, d'éducation, etc. Le secteur minier est en ébullition, dans des



grèves où parfois la population intervient aux côtés des ouvriers. Le 17 et 18 février, les syndicats appelaient à la grève contre la vie chère, pour la baisse du prix des hydrocarbures, pour le respect de la liberté syndicale et la reprise des travailleurs licenciés, mais aussi pour exiger des poursuites judiciaires contre les criminels du régime. Il est clair que les gens n'attendent pas les élections de novembre pour changer leur sort.

Comment vois-tu ces élections justement ?

Dragoss : Actuellement, les politiciens bourgeois s'affairent. Beaucoup sont d'anciens compagnons de Compaoré, qui ont rompu à la fin contre sa tentative de se maintenir au pouvoir en changeant la constitution. Mais certains ont gouverné avec lui pendant plus de 20 ans ! De plus, tous ces politiciens sont avant tout liés à l'impérialisme français, à l'image du chef de l'UPC*, Zéphirin Diabré, ancien directeur Afrique d'Areva.

Non, le changement ne viendra pas de là. Ce qui compte, c'est ce que fait la population en ce moment, les grèves, les manifestations, l'organisation. Toutes ces luttes qui ont lieu depuis des années au Burkina Faso ont permis de construire une véritable conscience politique. C'est cela qui pourra mettre fin à la misère et au pillage des ressources.

Propos recueillis par Laurent Delage

* Union pour le progrès et le changement, parti en course pour la présidentielle

... André BRINK



A. Brink 1982

L'écrivain sud-africain André Brink est mort le 7 février dernier, à l'âge de 79 ans. Dans les années 70-80, bien plus qu'un « écrivain engagé », il était un militant qui avait fait de l'écriture un instrument de combat contre une société ayant poussé le racisme d'Etat à ses pires extrémités.

André Brink est né en 1935 dans une famille d'Afrikaners, descendants des premiers colons blancs installés sur le territoire dès le 17^{ème} siècle. L'apartheid n'a pas encore été institué, mais les barrières raciales sont déjà bien installées, entre la petite minorité blanche et la multitude noire, les métis, les indiens. Comme le dit Brink dans une interview de 2010 [1], les enfants blancs étaient élevés avec l'idée que « la peur avait la couleur du noir »...

A partir de 1948, l'apartheid est instauré, qui ajoute au racisme « ordinaire » la séparation géographique des « races », déplaçant des centaines de milliers de personnes, imposant des passeports intérieurs aux « non blancs ».

Brink ne prend véritablement la mesure de cette abomination qu'en débarquant à Paris, en 1959, pour faire ses études : au resto U, les étudiants noirs mangent à la même table que les blancs, certains en savent plus que lui en littérature... Et puis un jour, en 1960, dans la presse parisienne, de grands titres dénoncent le massacre de Sharpeville : une foule de noirs s'était assemblée autour du poste de police du « township » pour protester contre l'imposition d'un passeport aux femmes. Les policiers tirent, faisant 69 morts et plus de 150 blessés.

Brink choisit alors son camp. En 1974, son roman *Au plus noir de la nuit* fait

l'effet d'une bombe dans le petit monde des Afrikaners : il y est question des amours d'une femme blanche et d'un homme noir. Le livre est interdit, pour « pornographie », « blasphème » et... « atteinte à la sûreté de l'Etat » ! Brink soumis à des pressions incessantes, menaces de mort comprises, décide de faire face. En 1979, il écrit *Une saison*

blanche et sèche, réaction au massacre du quartier noir de Soweto, en 1976, où la police avait réprimé dans le sang (23 morts) des manifestations d'étudiants noirs. Un livre, dit-il, « pour que personne ne puisse dire qu'il ne savait pas ».

Brink a poursuivi son combat contre l'apartheid jusqu'à son abolition en 1991. Il a soutenu la venue au pouvoir de Mandela et de l'ANC, en 1994. Mais, s'il se félicitait, 15 ans après dans l'interview déjà cité, de l'incontestable recul des barrières raciales, il déplorait que rien n'ait changé dans les rapports sociaux, disant en « vouloir beaucoup à l'ANC » pour ce qu'il considérait comme une trahison de ses promesses.

La fin de l'apartheid a été imposée à la bourgeoisie blanche par la pression d'une révolte sociale intérieure de plus

en plus incontrôlable, à laquelle s'ajoutaient diverses politiques d'embargo et de boycott extérieures. Mais elle n'a pas mis fin à la division de classe. L'immense majorité des noirs continue de vivre dans des bidonvilles, le chômage touche 25 % de la population, ceux qui travaillent doivent se contenter de salaires de misère tandis que le gouvernement, assumé par l'ANC, profondément corrompu, assure l'ordre social : ses flics, désormais noirs pour certains, ont tiré en aout 2012 sur les grévistes noirs de la mine de platine de Marikana, faisant 34 morts... Les dirigeants de l'ANC se sont révélés pour ce qu'ils sont : une « élite noire » qui assure ses propres intérêts de classe en se mettant au service de la bourgeoisie blanche, contre les travailleurs, petits paysans et ouvriers blancs, noirs, métis, indiens.

Daniel Mimvielle

Pour en savoir plus sur l'apartheid, ses origines, l'évolution de l'Afrique du Sud, petite liste non exhaustive, à lire, à voir :

[1] *André Brink, l'Africain* - Arte, 2010 - dispo en VOD

Histoire de l'Afrique du Sud (2009) - série documentaire d'Arte en 3 épisodes - Dailymotion

Le site www.afriquesenlutte.org, animé par un groupe de travail du NPA.

Deux exposés du Cercle Léon Trotsky (site de Lutte ouvrière), *l'Afrique du Sud histoire d'une colonie : lutte de classe et oppression coloniale* (1984) et *Afrique du Sud : 15 années de lutte du prolétariat contre l'apartheid* (1989). Ils offrent l'intérêt de replacer l'apartheid dans le contexte de la lutte des classes, dans un pays regorgeant de richesses minières. Un point de vue précieux pour en comprendre l'évolution.

Sur le même registre, une formation des jeunes NPA : <http://jeunes.npa2009.org/spip.php?article1178>, accompagnée d'une bibliographie plus complète.

Un roman policier d'Henning Mankel, *La lionne blanche*, sur la période de transition du pouvoir à l'ANC et Mandela

Sans oublier bien sûr les indispensables romans d'André Brink, *Au plus noir de la nuit* et *Une saison blanche et sèche*, ainsi que le film du même nom, réalisé en 1989 par Euzhan Palcy, également réalisatrice de *Rue case nègre*.



Bébé tigre

Cyprien Vial

Ce film touchant, plein de retenue et de nuances, nous raconte le quotidien de Mani, jeune indien du Pendjab arrivé clandestinement en France après que ses parents se soient lourdement endettés pour payer le voyage. Il a 15 ans quand il est récupéré à l'aéroport par un passeur, pressé de commencer le travail promis afin d'envoyer l'argent aux parents. Mais Mani est trop jeune et son passeur préfère l'abandonner aux services sociaux.

« En animant des ateliers de cinéma à Pantin, une commune située au nord-est de Paris, j'avais découvert en 2010 qu'un des élèves de la classe de 4^{ème} avait un statut particulier dont j'ignorais l'existence : celui de mineur isolé étranger », raconte le réalisateur, Cyprien Vial, dont c'est le premier long-métrage. « Actuellement, il y en aurait environ 60 000 en France, dont près de 1 000 Indiens. La loi stipule que ces

enfants arrivés seuls doivent être pris en charge par l'Etat[...] Pour chaque enfant, les parents ont dû verser à des gens sans scrupule entre 13 000 et 17 000 euros, avec la garantie d'un logement et d'un emploi, voire de brillantes études. On leur a promis l'eldorado, il n'en est rien. Une fois en France, on leur confisque leur passeport afin que la police ne puisse pas les identifier ni remonter jusqu'aux passeurs ».

Nous suivons donc Mani, entre le collège à Pantin, ses camarades de classe et sa petite amie d'origine africaine, la communauté sikh qu'il retrouve au temple, la famille d'accueil dans laquelle il a été placé, son éducateur... Mani s'accroche à ses études, il est doué et espère aller au lycée pour pouvoir devenir ingénieur. Mais il se sent aussi obligé de trouver du travail pour envoyer de l'argent à sa famille, et c'est vers son passeur qu'il se tourne. S'en-



suit une vie double qui va devenir intenable, surtout quand approche la menace d'expulsion le jour de ses 18 ans...

I.U.



A most violent year

JC Chandor

Le réalisateur situe son film en 1981 (année où la criminalité a été la plus forte à New York) non pas à Manhattan, comme son premier film le brillant *Margin Call*, mais essentiellement dans les zones des friches industrielles et des terminaux pétroliers.

Son personnage principal, Abel Morales, un émigré mexicain a eu une

rapide réussite en vendant du fioul domestique. Il a les attributs de cette ascension, une belle femme (sa comptable), fille d'un mafieux (ça peut servir), de beaux enfants... un manteau voyant de parvenu. Il a deux problèmes : les camions qui lui permettent de distribuer le combustible sont régulièrement attaqués et pillés par ses concurrents, la solution c'est d'acheter un terminal pétrolier pour stocker son pétrole, mais il lui manque de l'argent. L'autre problème, c'est un inspecteur du fisc qui vérifie ses comptes. Il va convoquer ses concurrents, les chefs mafieux et du syndicat des transports tous liés entre eux, pour calmer le jeu. Il va trouver l'argent, comment ? Allez voir le film pour le savoir.

Il change ainsi de catégorie, en costard cravate chic, il ira faire de la politique

dans les beaux quartiers, l'inspecteur du fisc comprend ce changement de statut et lui fait tout de suite allégeance.

Ce film peut évoquer ceux de Scorsese mais avec une analyse politique serrée en plus et une fascination pour les mafieux en moins. C'est aussi un film d'action avec des poursuites, des tensions qui laissent en apnée, un personnage principal d'une grande complexité et ambiguïté, qui incarne la constitution d'un empire industriel. Dans ce nouveau film passionnant, JC Chandor confirme son but, nous montrer certains des rouages et la violence de la société américaine et du système capitaliste.

Michelle Dupouy